

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAUMGARTEN S.A.

30 route de Lorquin
57400 Imling

Références : IMLING_BAUMGARTEN_2026-04-09_RAPVI_MT_02787
Code AIOT : 0006201398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement BAUMGARTEN S.A. implanté 30, route de Lorquin 57400 Imling. L'inspection a été annoncée le 12/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors d'un échange téléphonique avec l'exploitant connu de cette carrière, celui-ci informe oralement l'inspection que sa société Baumgarten a été placée en liquidation judiciaire et que toutes ses activités soumises à la réglementation des installations classées ont été transférées à une mandataire judiciaire.

Lors d'un passage dans la commune d'Imling, l'inspection des installations classées est allée constater depuis la route départementale (RD 42) la présence d'équipements d'exploitation sur le site de la carrière Baumgarten.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUMGARTEN S.A.
- 30, route de Lorquin 57400 Imling
- Code AIOT : 0006201398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Baumgarten a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2010_DLP_BUPE_152 du 23 avril 2010 à exploiter des installations relatives aux activités suivantes :

- activité relative à la carrière, rubrique 2510 de la nomenclature : exploitation d'une carrière en eau + production annuelle maximale de sables et graviers (45000 t), volume total autorisé = 250 000 m³.
- activité relative à la rubrique 2517 : Stockage tout venant (22500 m³), produits finis de négoce (6000 m³), matériau de démolition du BTP (15000 m³).

Au titre des activités citées ci-dessus, les arrêtés ministériels suivants s'appliquent respectivement aux installations de la carrière :

- Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières;
- Arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Abandon de déchets	Code de l'environnement du 25/10/2023, article L541-3 (partiel)	Demande d'action corrective	2 mois
2	Sanctions pénales d'abandon de déchets	Code de l'environnement du 22/04/2024, article L541-46 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Remise en état avant l'échéance de l'autorisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Dispositions de la remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2 (partiel)	Demande d'action corrective	2 mois
5	Garanties financières	Code de l'environnement du 04/07/2024, article R516-1 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a réalisé une visite inopinée en l'absence de l'ancien responsable de la carrière, ce dernier ayant déclaré sa société en liquidation judiciaire. La présence de plusieurs équipements d'exploitation de la carrière a été constatée sur le site de la carrière. L'activité semble ne pas avoir cessé.

Par ailleurs, le dernier acte de cautionnement, qui justifie l'existence de garanties financières, ayant expiré le 31 décembre 2024, il est demandé au responsable de l'exploitation de la carrière qui semble toujours en activité de justifier du renouvellement des garanties financières conformément à l'article R516-1 (partiel) du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Abandon de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/10/2023, article L541-3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Abandon de déchets
Prescription contrôlée : Article L541-3 I.-Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé. [...]
Constats : Lors d'une visite le 12 février 2026, il a été constaté depuis l'extérieur du site de la carrière, la présence : <ul style="list-style-type: none">- de deux panneaux (un à l'intérieur du site et un autre à l'extérieur) comportant les mentions : Baumgarten - carrière alluvionnaire - sable - graviers - transport;- de deux convoyeurs métalliques d'alimentation du trémie de recueil des sables et graviers extraits;- de plusieurs tas de sable et gravier, dont le volume total est difficilement estimable depuis l'extérieur du site;- d'un pont bascule métallique de pesé des camions;- d'une station service de deux pompes d'alimentation en carburant;- une voiture marque citron couleur grise en apparence fonctionnelle à proximité de la station de carburant;- un panneau publicitaire de la société « Haber loc » indiquant la location d'engins, la vente de sable, de gravier, et de concassé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient au responsable de l'exploitation de la carrière de remettre en état le site en le débarrassant de tous les déchets et matériaux destinés à l'exploitation de la carrière si l'activité de la carrière est définitivement arrêtée dans un délai de deux mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Sanctions pénales d'abandon de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/04/2024, article L541-46 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Abandon déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est puni de quatre ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende le fait de : [...] 4° Abandonner, déposer ou faire déposer, dans des conditions contraires aux dispositions du présent chapitre, des déchets ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une visite le 12 février 2026, il a été constaté depuis l'extérieur du site de la carrière, la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux panneaux (un à l'intérieur du site et un autre à l'extérieur) comportant les mentions : Baumgarten - carrière alluvionnaire - sable - graviers - transport; - de deux convoyeurs métalliques d'alimentation du trémie de recueil des sables et graviers extraits; - de plusieurs tas de sable et gravier, dont le volume total est difficilement estimable depuis l'extérieur du site; - d'un pont bascule métallique de pesé des camions; - d'une station service de deux pompes d'alimentation en carburant; - une voiture marque citron couleur grise en apparence fonctionnelle à proximité de la station de carburant; - un panneau publicitaire de la société « Haber loc » indiquant la location d'engins, la vente de sable, de gravier, et de concassé.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient au responsable de l'exploitation de la carrière Baumgarten de justifier qu'il n'a pas abandonné, déposé ou fait déposer, dans des conditions contraires aux dispositions du chapitre Ier (titre IV, Livre V du code de l'environnement), des déchets sur le site de la carrière dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Remise en état avant l'échéance de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2 (partiel)
Thème(s) : Autre, Remise en état avant l'échéance de l'autorisation
Prescription contrôlée : [...] 12.2. Remise en état : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. [...]
Constats : Le préfet n'a pas été destinataire d'une notification de la cessation de l'activité de cette carrière, ni n'a reçu de déclaration de changement d'exploitant de la part du nouveau potentiel exploitant, ni n'a reçu de planning de remise en état de la carrière dans le cas où l'activité d'exploitation a définitivement cessé. L'inspection n'a pas constaté, lors de sa visite, la remise en état des lieux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient au responsable de l'exploitation de la carrière de justifier la remise en état du site dans le cas où l'activité d'exploitation a définitivement cessé dans un délai de deux mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Dispositions de la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions de la remise en état
Prescription contrôlée : 12.2. Remise en état : [...] La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes : - la mise en sécurité des fronts de taille ; - le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ; - l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. [...]
Constats : Lors d'une visite le 12 février 2026, il a été constaté depuis l'extérieur du site de la carrière, la

<p>présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux panneaux (un à l'intérieur du site et un autre à l'extérieur) comportant les mentions : Baumgarten - carrière alluvionnaire - sable - graviers - transport; - de deux convoyeurs métalliques d'alimentation du trémie de recueil des sables et graviers extraits; - de plusieurs tas de sable et gravier, dont le volume total est difficilement estimable depuis l'extérieur du site; - d'un pont bascule métallique de pesé des camions; - d'une station service de deux pompes d'alimentation en carburant; - une voiture marque citron couleur grise en apparence fonctionnelle à proximité de la station de carburant; - un panneau publicitaire de la société « Haber loc » indiquant la location d'engins, la vente de sable, de gravier, et de concassé. <p>Ces constats montrent qu' à minima, malgré la liquidation judiciaire de la société, plusieurs équipements nécessaires à l'exploitation de la carrière sont présents. Le site de la carrière n'a alors pas été remis en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient au responsable de l'exploitation de la carrière de respecter dans un délai de deux mois les dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatives à la remise en état, s'il décide de cesser définitivement l'exploitation de la carrière et des installations de traitement des sables et graviers.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/07/2024, article R516-1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières [...] sont :</p> <p>[...]</p> <p>2° Les carrières ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une visite le 12 février 2026, il a été constaté depuis l'extérieur du site de la carrière, la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux panneaux (un à l'intérieur du site et un autre à l'extérieur) comportant les mentions : Baumgarten - carrière alluvionnaire - sable - graviers - transport; - de deux convoyeurs métalliques d'alimentation du trémie de recueil des sables et graviers extraits;

- de plusieurs tas de sable et gravier, dont le volume total est difficilement estimable depuis l'extérieur du site;
- d'un pont bascule métallique de pesé des camions;
- d'une station service de deux pompes d'alimentation en carburant;
- une voiture marque citron couleur grise en apparence fonctionnelle à proximité de la station de carburant;
- un panneau publicitaire de la société « Haber loc » indiquant la location d'engins, la vente de sable, de gravier, et de concassé.

Ces constats montrent qu' à minima, malgré la liquidation judiciaire de la société, plusieurs équipements nécessaires à l'exploitation de la carrière sont présents.

En conséquence, puisque cette carrière de sable et de graviers semble toujours être en activité, en application de l'article R516-1 du code de l'environnement, son exploitation est soumise à garanties financières.

Le dernier acte de cautionnement, qui justifie l'existence de garanties financières, a expiré le 31 décembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé au responsable de l'exploitation de la carrière de justifier dans un délai **d'un mois** le renouvellement des garanties financières, en transmettant au préfet un acte de cautionnement en cours de validité si l'activité de la carrière est poursuivie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois